



La Chouette

Animal familier d'Athéna, la chouette symbolise le triomphe de l'intelligence et de la ruse sur l'obscurité

Un nouveau regard

Le monde ouest-européen et américain de la défense a connu un bouleversement majeur voici vingt ans avec l'effondrement de son grand ennemi : l'URSS. Les certitudes, envolées, cédèrent la place aux potentialités. Les pays occidentaux ont depuis cherché à maintenir une certaine stabilité non seulement sur leur territoire et leur zone d'influence, mais plus largement sur toute zone dont la déstabilisation serait susceptible de porter atteinte à leurs intérêts vitaux mais aussi de prospérité (intérêts économiques) ou d'influence (intérêts politico-diplomatiques). L'ingérence telle que nous la connaissons aujourd'hui était née. Or, endosser une telle fonction ne va pas sans entraîner des conséquences considérables sur l'équilibre mondial et les pays occidentaux eux-mêmes : les forces armées ont dû être réévaluées dans leur finalité, leur doctrine, leur équipement, leur formation. Vingt ans après, il semblerait que la pleine mesure de ce changement majeur n'ait pas encore été prise. Et pour cause : quand on sait qu'il faut entre dix et vingt ans pour qu'un système d'arme passe du stade de concept à celui de produit, il n'est pas étonnant de voir entrer aujourd'hui en service des matériels conçus à l'époque de et pour la Guerre Froide. Le format de nos armées de métier, qui n'a de cesse de se réduire, pose la question du lien armée-nation, distendu, ainsi que celui de la capacité à intervenir sur plusieurs théâtres d'opération dans des conflits qui nécessitent d'occuper une zone. Le matériel, de plus en plus cher et encore conçu selon les vieux schémas des années 1980, s'obtient en quantité limitée, restreignant de ce fait le volume des moyens disponibles en opération mais aussi à l'entraînement. Enfin, les conflits ont également changé de nature : le niveau de violence se place en-dessous du seuil d'emploi de la dissuasion nucléaire tandis que nos armées doivent affronter des forces non-régulières, pour lesquelles le droit des conflits armés ne peut s'appliquer en totalité¹ et contre qui notre puissance de feu, censée compenser la diminution du volume des forces, ne peut rien ou si peu puisqu'il n'y a ni centre de commandement ni de cibles à forte valeur dignes de nos feux. Vingt ans après, nos armées nous apparaissent à un tournant, tant doctrinal qu'organisationnel, tant sur le plan de l'équipement que sur celui de la formation, sur le recrutement que sur le lien avec ses concitoyens au service desquels elles sont placées.

L'Association Nationale des Auditeurs Jeunes (ANAJ) de l'IHEDN, qui regroupe les jeunes de moins de 35 ans ayant suivi un séminaire dispensé par l'IHEDN, se propose de contribuer à la réflexion sur les thématiques de défense, en privilégiant une approche prospective. Forts de leur jeunesse, ses membres regardent le monde dégagés de considérations datant de la Guerre Froide. Ce regard, l'ANAJ souhaite en faire un atout afin d'offrir une réflexion originale et percutante. Notre ambition n'est pas d'apporter des réponses à des problèmes que nos aînés examinent de longue date mais de contribuer à ouvrir des possibilités que notre âge nous autorise plus facilement à concevoir et à formuler.

Nous espérons donc que ce premier numéro vous apportera cette fraîcheur que nous ambitionnons de procurer à nos lecteurs et saura se montrer à la hauteur des objectifs établis. Parce que nous partageons le même intérêt pour la défense de notre pays et la protection de nos concitoyens.

Sophie Lefeez, rédactrice-en-chef, et toute l'équipe du journal

N°1 Janvier
2010



Focus
p.2

Les techniques d'invisibilité

Dossier p.3

Le rôle social des armées

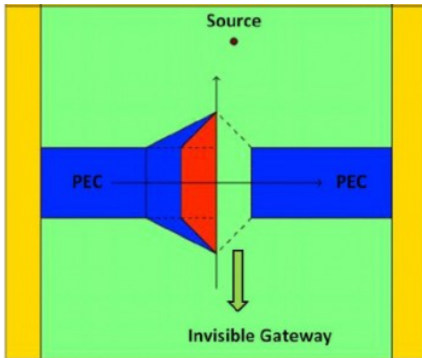
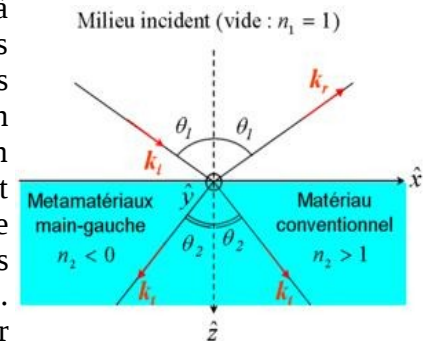
Lecture
p.7

La guerre hors limites

Agenda
p.8

Focus Les techniques d'invisibilité

Si vous suivez les recherches concernant l'invisibilité, vous avez déjà entendu parler des métamatériaux, ces matériaux qui détournent les ondes électromagnétiques (donc la lumière) pour rendre les objets invisibles. Les métamatériaux sont construits artificiellement en associant au moins deux matériaux à l'échelle macroscopique et non par processus chimique. Ils ont une propriété particulièrement intéressante : leur indice de réfraction négatif, qui leur permet de modifier la direction des ondes électromagnétiques dans un sens opposé au sens habituel, rendant de ce fait possible l'invisibilité. Plusieurs travaux rendus publics à l'été 2009 tracent des pistes pour l'invisibilité.



Des chercheurs chinois ont développé une 'porte de l'invisible' contrôlable à distance qui laisse passer les objets physiques grâce à une mince couche d'air entre les deux côtés de la porte mais bloque les ondes électromagnétiques. Leur configuration est modulable pour rendre le système réceptif ou non aux champs magnétiques. L'équipe est même parvenue à faire en sorte que les objets soient invisibles sur une plus grande largeur de bande, alors que typiquement les métamatériaux n'ont un indice de réfraction négatif que pour une bande étroite de la lumière. Pour ce faire, elle a associé des métamatériaux à indice de réfraction négatif à des matériaux ferrites

et à des optiques de transformation. Dans la gamme de fréquences où l'indice de réfraction du métamatériau est négatif, les gens se tenant à l'extérieur de la porte verront une sorte de miroir. Reste à créer un composite dont l'indice de réfraction est efficace dans le spectre visible (entre 380 et 780 nanomètres).

La réponse vient peut-être d'Espagne, et plus précisément d'une équipe de chercheurs de l'Université Autonome de Barcelone. Celle-ci a conçu un métamatériau appelé dc métamatériau qui a la propriété de rendre les objets qu'il entoure indétectables aux champs électromagnétiques à basse fréquence en annulant les champs magnétiques internes sans altérer les champs extérieurs, un peu comme une cape d'invisibilité. Ce métamatériau consiste en un réseau irrégulier de superconducteurs, qui lui donnent ces propriétés physiques uniques lui permettant de modifier les valeurs électriques et magnétiques déterminant la trajectoire de la lumière, des valeurs jusqu'alors considérées par les scientifiques comme impossibles à modifier. Le système, jusqu'à présent étudié uniquement de façon théorique, donnera naissance à un prototype qui sera utilisé pour améliorer la technologie de détection de champ magnétique. Bien que l'invisibilité à la lumière visible n'ait pas encore été réalisée avec ces expériences, les scientifiques travaillent avec d'autres types d'ondes comme les microondes, les champs magnétiques à basse fréquence comme les ondes radio et les ondes télévisuelles, et même avec le champ magnétique terrestre. Parmi les applications, on pense bien sûr au domaine militaire (empêcher la détection des sous-marins et des bâtiments) mais la technologie servirait également à améliorer les technologies de magnétoencéphalographie et magnétocardiographie, pour lesquelles il est nécessaire de se protéger contre tous les champs magnétiques externes.

A côté des métamatériaux, trois mathématiciens de l'Université de l'Utah ont développé un système qui joue sur l'interférence destructive pour neutraliser activement, et ensuite reconstruire, les ondes qui se

dirigent vers l'objet à rendre invisible. Des capteurs placés en amont détectent les caractéristiques de l'onde (longueur, phase, amplitude) afin de pouvoir générer une onde annihilant les effets de l'onde entrante (même longueur et même amplitude mais phase opposée) : ainsi, chaque pic de l'onde entrante correspond au creux de la deuxième onde, et vice-versa, l'addition des deux amplitudes donnant zéro en tout point.

L'avantage de cette solution sur les métamatériaux est que l'interférence destructive peut agir sur une largeur de bande plus importante et protéger des objets jusqu'à 10 fois la longueur d'onde concernée, ce qui permettrait de protéger des objets plus volumineux que d'autres techniques, quoique microscopiques. Les métamatériaux, par comparaison, n'agissent que sur une bande étroite car leur comportement dépend en grande partie de la fréquence à laquelle l'objet doit être invisible : des objets peuvent donc être invisibles à la lumière rouge mais apparaître sous une lumière bleue.

Pour l'instant, ce principe fonctionne en deux dimensions et les mathématiciens doutent de la possibilité de l'étendre à la troisième dimension. En outre, parce que la lumière visible possède de minuscules longueurs d'onde (entre 380 et 780 nanomètres), seuls des objets microscopiques pourraient devenir invisibles par cette nouvelle méthode. Néanmoins, on peut penser à des applications d'invisibilité pour de nouveaux types d'antennes et dans la furtivité militaire.

Sophie Lefez

Dossier Le rôle social des armées

Les armées ont-elles (encore) un rôle social ? La question surgit dans le contexte actuel : absence de conscription depuis maintenant une dizaine d'années, faible soutien aux opérations militaires, sentiment d'un écart qui se creuse entre les militaires et les citoyens, qui ne seraient plus conscients de la signification de l'engagement des militaires à leur service. Ajoutons à cela la vision d'une société qui se délite, des jeunes qui auraient perdu le sens du sacrifice et de l'entraide, naguère enseignés lors du service militaire. La perte du service national comme outil pour inculquer aux jeunes un esprit de cohésion sociale, mais aussi de cohésion avec son armée, amène à supposer que les forces armées auraient peut-être une carte à jouer pour renforcer le lien social, compris dans le sens de cohésion nationale au sens large et, indirectement, dans celui de soutien aux opérations militaires. Or, il nous semble que le problème est ici mal posé, faussant dès lors le raisonnement et conduisant à des solutions inadéquates. La première raison est que la solution aux problèmes sociaux identifiés, et donc à la cohésion sociale au sens large, ne peut venir de l'armée. La seconde est que le soutien aux opérations militaires, appréhendé sous l'angle du lien armée-nation, renvoie à la définition même de la nation et à la question du rayonnement des militaires dans notre société. Par conséquent, la question de la nation doit être repensée, ce qui aura des incidences sur le premier problème identifié (la cohésion nationale). De plus, il importe également de parvenir à une appréciation publique du rôle des armées et se rappeler que le rayonnement des militaires passe par une présence positive identifiable dans la vie civile. Ce sont tous ces aspects que nous allons développer ici.

Ceux qui attribuent un rôle social aux armées évoquent généralement les dimensions suivantes : santé, alphabétisation, mixité sociale, passage symbolique à l'âge adulte, ouverture sur le monde, transmission de valeurs, etc. Or, ces éléments sont des conséquences de la raison d'être des armées : la protection des concitoyens. La manière dont les armées s'organisent pour remplir leur fonction entraîne un certain nombre de conséquences, parmi lesquelles celles mentionnées en introduction de ce paragraphe. Ces conséquences ne doivent pas être confondues avec la finalité des forces armées, ni guider la réflexion sur le rôle des armées qui ne serait pas en lien avec cette finalité.

Les problèmes aujourd'hui constatés ou perçus (illettrisme, faible mixité sociale, faible transmission des valeurs,...), et au sujet desquels certains verraient bien l'armée apporter une réponse, sont par nature sociaux et relèvent par conséquent d'une instance autre que l'armée. Un certain nombre de



moyens sont d'ailleurs déjà utilisés (écoles civiles de la deuxième chance, une couverture santé universelle pour les bas revenus (CMU), etc.) qui sont de nature sociale ou technique et n'ont aucun lien par nature avec la dimension proprement militaire. Certes, attribuer aux militaires des fonctions secondaires à caractère social diffuse une image positive au sein de la société, qui a là l'occasion de voir ses militaires agir directement à son profit. Cependant, dans le contexte actuel de contraction des moyens militaires tant financiers qu'humains, il n'est pas déraisonnable de s'interroger sur la pertinence de l'allocation de ces ressources – limitées – à des fins somme toute secondaires du point de vue des militaires, sachant que l'effort ainsi consenti ne représentera qu'une goutte d'eau pour résoudre le problème.

Avant de clore ce point, ajoutons que la question de la transmission des valeurs au sein d'une communauté relève de l'éducation au sein de la sphère communautaire, laquelle se décline au niveau de la famille et de l'école, mais aussi via l'ensemble des relations sociales entretenues dans les activités sociales (sportives, artistiques, récréatives,...) que pratiquent les jeunes. Point n'est besoin d'avoir une armée pour transmettre des valeurs soudant une communauté. Au contraire, faire jouer le rôle social qu'on entend faire jouer aux armées reviendrait à utiliser le soldat pour résoudre des problèmes qui ne relèvent pas de son champ de compétences, ni de sa raison d'être, mais qui relèvent d'un autre niveau et appelle une solution politique, au sens étymologique de cité.

Par ailleurs, l'attachement du peuple à son armée ne pourra pas être résolu en dénaturant l'armée, à moins d'accepter politiquement (avec les conséquences que cela entraîne) de fausser l'esprit du peuple sur la véritable raison d'être des forces armées. Mais alors nous retrouverions-nous avec un écart des représentations entre la finalité des forces armées et l'image que s'en fait le peuple, avec des répercussions évidentes sur le moteur de l'engagement des jeunes (décalage entre ce qu'ils souhaitent accomplir en s'engageant, ce qu'ils attendent y trouver et les exigences réelles du métier des armes).

Les questions sociales étant désormais éliminées du champ militaire, reste la question du soutien aux opérations extérieures. Au fond, ce souci reflète le sentiment de voir se détricoter le lien entre l'armée et le peuple. Plusieurs approches peuvent être successivement adoptées pour tenter d'y apporter une réponse. Machiavel, de son temps, recommandait au Prince de confier sa protection au peuple plutôt qu'aux mercenaires, jugés peu fiables car uniquement motivés par l'appât du gain. Selon lui, un peuple attaché à son mode de gouvernement se révélerait bien plus combatif et efficace. Le problème, si j'ose dire, est qu'aujourd'hui ni notre mode de gouvernement ni nos institutions ne sont menacés de l'extérieur, ce qui ôte de ce fait toute raison au peuple de venir le défendre. Je laisse ici de côté la question de savoir si, pour le cas où la menace serait réelle, le peuple serait prêt à prendre les armes pour venir défendre l'Etat français et ses institutions, cette question en appelant une autre : celle d'évaluer le degré d'attachement envers les institutions – donc du sentiment d'être bien représenté en leur sein. Et nous entrerions ici dans un autre débat qui n'est pas l'objet de cet article. Nous avons donc cité un premier élément susceptible de lier peuple et armée : la défense de l'Etat, et à travers lui le système politique, économique, social, etc.

Une autre approche consiste à déplorer le manque d'esprit de sacrifice parmi les jeunes. Aux yeux de certains, le service national avait au moins le mérite de transmettre un esprit de cohésion, et par là-même de sacrifice, si tant est que la graine alors plantée germât dans la jeune génération, laquelle serait dès lors prête à partir au combat pour le cas où la nation serait attaquée – comme un vaccin prépare le corps à recevoir comme il se doit un dangereux microbe. Là encore, l'absence de menace réelle aux frontières (d'ailleurs lesquelles ? Les françaises ? Les européennes ?) ne permet pas de préjuger l'acceptation de nos jeunes à défendre au péril de leur vie l'intégrité des frontières et la vie de leurs compatriotes. Il me semble en effet que l'individualisme que l'on peut couramment observer ne nous apprend en réalité pas grand-chose du degré auquel le Français moyen se soucie de son prochain car seul un moment grave permet de révéler la vraie nature d'une personne. Je rappellerai pour appuyer



mon propos qu'environ 12 millions de Français de plus de 15 ans (28%) pratiquent une activité bénévole et que l'engagement humanitaire concernait environ 2 millions de personnes en 2002 (3%) . Certes, nous pouvons déplorer l'individualisme de notre société et son matérialisme, mais là encore ces deux tendances ont leur source dans des choix par essence politiques (avec un volet social et économique), auxquels l'armée ne peut apporter une réponse satisfaisante.

Nous pouvons encore prendre les choses sous un autre angle en remarquant que les missions principales des forces armées aujourd'hui relèvent du maintien de la paix sur des théâtres extérieurs et non de la simple défense de l'intégrité territoriale. Le raisonnement ici serait que si le peuple soutient les opérations de maintien de la paix, alors il verra l'intérêt des forces armées et soutiendra leurs actions. Or, là encore, l'hypothèse n'est pas vérifiée, et à cela nous pouvons avancer deux raisons. Premièrement, nos concitoyens ne voient pas comment ces opérations lointaines peuvent assurer leur protection ou leur bien-être, et y sont donc simplement indifférents. Deuxièmement, le désir de paix et le refoulement de l'agressivité ont tellement progressé dans notre société que les gens souhaitent désormais privilégier toute solution non-violente à un problème quelconque. Pour le dire autrement, ils veulent la paix sans devoir recourir à la force. Or, cela n'est pas réaliste face à des personnes déterminées à ne pas céder sur la formulation de leur revendication. Et quand les mots font défaut, les actes (violents) prennent le relais. « Brûler n'est pas répondre », disait-on il y a quelques siècles à propos de la censure. Et quand le recours à la force s'impose, le peuple, peu au fait des négociations qui se déroulent en coulisse, peu sensibilisé à ces questions, se sentant finalement peu concerné (pour des raisons qui déborderaient le cadre de cet article), n'apporte que du bout des lèvres son soutien à l'intervention militaire.

On peut encore se poser une quatrième question : puisque le peuple ne perçoit aucune menace à ses frontières susceptible de réveiller chez lui un « devoir patriotique » de venir défendre son mode de vie, son régime politique, sa culture, etc., comment maintenir dans l'esprit du peuple la conscience de la nécessité d'une armée ?

Car nous voyons bien que toutes ces approches ne suffisent pas à apporter une réponse solide à la question du lien entre une armée et son peuple. En réalité, le lien est à trouver du côté du désir de vivre ensemble et de défendre un héritage commun. Ces deux éléments sont indépendants du 'national' au sens d'identitaire, car nous commettrions ici l'erreur de présupposer qu'il faut une identité commune pour pouvoir vivre ensemble. Le vivre ensemble relève davantage des actions communes, de l'agir ensemble, qui constitue un patrimoine mémoriel à défendre, et du sentiment de partager une communauté de destin . Rappelons ici les travaux de Jürgen Habermas sur l'Allemagne divisée de l'après-guerre. La question se posait à l'époque de savoir ce que voulait dire « être allemand ». En s'appuyant sur la notion de 'patriotisme constitutionnel' défini par Dolf Sternberger, Habermas explique que l'identité allemande n'est finalement pas tant une question de langue, de culture, de généalogie, de système économique ou de germanité, mais une question d'adhésion et de défense à des principes constitutionnels perçus comme universels (valeurs éthiques). Ainsi, Habermas démontre que les plans historique, culturel et économique sont en réalité distincts du plan politique, ce qui lui permet de définir la nation civique, par opposition à la nation ethnique qui est la vision courante de la nation. La nation civique est contractuelle et repose sur une politique délibérative, laquelle suppose un espace d'argumentation et de contre-argumentation. Pour le dire en termes simples et grossiers, c'est par l'adhésion à des principes constitutionnels universalistes, restant à définir au cours d'un processus délibératif, et par la manifestation de points de vue contradictoires, que les membres d'une même communauté peuvent se dire citoyens d'un même Etat.

En somme, la question du rôle social des armées, comprise comme action sociale, serait en réalité mal formulée. Et poser le problème du lien armée-nation sous l'angle du rôle social des armées revint à présupposer que le peuple n'a pas ou a perdu le sens du rôle premier de son armée, et qu'il faut alors



conférer aux forces un rôle social pour légitimer en quelque sorte leur existence et récolter un soutien lors des opérations militaires – une erreur de raisonnement. Le rôle social, en particulier dans le contexte économique et humain actuel, devrait se limiter aux actions qui résultent du rôle premier des forces. Il ne serait pas déraisonnable de renforcer le lien armée-nation via un rôle social ainsi défini et un rayonnement qui passerait par la participation des militaires à la vie civile : les réservistes dans leur vie professionnelle, ceux d'active au cours de leur formation continue dans des écoles civiles, et pour tous via des activités bénévoles, par exemple. Si l'on veut parler du ciment qui relie les membres d'une même communauté, alors il nous faut aborder la question de la définition de la nation en s'inspirant de la définition de la nation civique, la mieux à même de correspondre à la situation actuelle – une version ethniciste aurait le travers de diviser le peuple. Et il nous faut encore réfléchir à des moyens de valoriser à l'intérieur du pays le travail que nos militaires réalisent à l'extérieur. Cela oblige à reconsidérer la façon dont les décisions sont prises, en délaissant l'approche pédagogique, qui tend à établir une relation d'autorité de type « enseignant à élève » entre le personnel politique et le peuple, au profit d'un débat public. Certes, une réelle implication du peuple dans la prise de décision réduira la marge de manoeuvre des politiques mais est la mieux à même d'établir et de consolider ce lien que l'on cherche à tisser.

Sophie Lefeez

La version complète de cet article paraîtra dans le numéro de février de la revue "Défense Nationale"

Brève

Une boîte noire pour les armes

FN Herstal a développé une « Boîte Noire » qui détecte, distingue, compte les coups et mesure les taux et les longueurs des rafales, enregistre les séquences de tir et détecte les arrêts dus à des échecs du cycle. Conçue pour s'adapter à tout type d'arme, elle a une capacité d'enregistrement de 100 000 coups. Sa batterie ne se remplace pas et sa durée de vie est de 10 ans, selon la société. La boîte noire utilise le numéro d'identification de l'arme pour transmettre au commandement des informations concernant un soldat en particulier ; couplée à un GPS, elle envoie des données de localisation. Ceci permet au haut commandement de surveiller l'emploi et le rechargement de l'arme d'un groupe en mission.

En savoir + : [Gizmag](#)

Brève

Vers une logistique entièrement automatisée

Après les camions et les véhicules d'allègement, c'est au tour des chariots-élévateurs d'être robotisés. Le MIT a présenté en novembre un chariot élévateur dérivé d'un modèle

commercial et capable de fonctionner de façon autonome et sécurisée sans infrastructures particulières. Il pourrait être produit en série d'ici deux ans.

Ces projets s'inscrivent dans une double dynamique : limiter les expositions inutiles (les caristes étaient déjà pris pour cible par les tireurs embusqués en ex-Yougoslavie) et réduction des effectifs non-combattants. A moyen terme, il semble de plus en plus probable que l'ensemble de la chaîne logistique puisse être automatisée.

En savoir + : [War is boring](#)

Brève

Détecter les mines grâce à des bactéries

Des étudiants de l'université d'Edinburgh ont créé des bactéries qui, mélangées à une solution incolore et dispersées sur le sol, forment des tâches vertes au contact des produits chimiques dégagés par des explosifs enterrés. D'après les chercheurs, l'organisme est peu onéreux à produire et, selon les chercheurs, ne représente pas de danger pour la santé des hommes ou des animaux. La solution pourrait être délivrée par air.

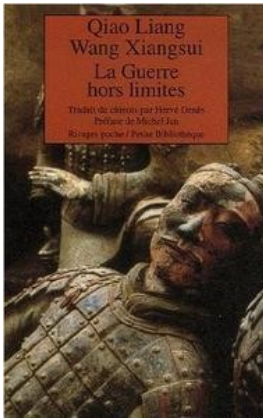
En savoir + : [Science Daily](#)



Lecture La guerre hors limites

La Guerre hors limites est un ouvrage publié en 1999 par deux colonels de l'armée de l'air chinoise, Qiao Liang et Wang Xiangsui, tous deux issus de carrières plus politiques qu'opérationnelles. La traduction française date de 2003.

Un art de la guerre pour le XXI^e siècle...



La première partie de cet ouvrage s'attache à tirer les leçons de la fin de la Guerre Froide et des conflits des années 90 pour dessiner ce qu'est la guerre contemporaine. Celle-ci se caractérise selon les auteurs par la complexité des objectifs et des moyens, avec la disparition de la distinction avant/arrière et l'irruption d'acteurs non-étatiques et de stratégies non-militaires. Les auteurs mettent en avant l'utilisation de moyens économiques, financiers, technologiques, etc. en complément des moyens militaires. Les nouveaux guerriers varient du hacker au banquier, en passant par le terroriste auquel cet ouvrage accorde une importance assez prémonitoire, évoquant déjà un « terrorisme à la Ben Laden » défiant les États-Unis.

L'analyse de la première Guerre du Golfe renforce partiellement ce point de vue par le rôle qu'y jouèrent les médias. On y discerne d'autres nouveautés : la numérisation de l'espace de bataille, le renouveau des corps expéditionnaires, l'apparition de la guerre informatique et électronique, mais aussi l'idéal paradoxal d'une victoire sans victime.

Pour les auteurs, le constat est clair : les États-Unis sont en tête et il appartient aux autres pays de les imiter au plus vite. La seconde partie s'appuie sur ces conclusions pour tenter de dégager les grandes lignes d'un nouvel art de la guerre.

Les auteurs constatent que les menaces les plus graves pour les États ne sont plus aujourd'hui militaires, avec une conséquence : il faut élargir la définition de la guerre. Ainsi, « face à un ennemi qui méprise les règles, il n'y a certainement pas de meilleure tactique pour s'en défendre que de les transgresser aussi ». Tous les moyens deviennent bons pour abattre un adversaire : « guerre » médiatique, commerciale, financière, idéologique ; dans l'esprit des auteurs, même les règlements ou les sanctions édictés par les organisations internationales semblent pouvoir être assimilés à des actes de guerre.

C'est sur cette base qu'est définie la « guerre hors limites ». Les limites traditionnelles de la guerre sont

rejetées : limites de lieux, de moyens, de domaines, et finalement d'intensité. « Pour gagner des guerres », écrivent les auteurs, il faut « apprendre à renverser l'ordre des degrés, et à combiner tous les facteurs, des actions supranationale aux combats concrets ».

... ou le retour à une conception archaïque des relations entre États ?

A la lecture de cet ouvrage, on doit évidemment se demander dans quelle mesure il reflète la pensée militaire chinoise actuelle. Il est probable qu'il soit assez représentatif. En effet, sa principale innovation revient à tenter une mise en pratique de la vieille maxime de Sunzi : «

Ordre de grandeur

Un A400M pourra emporter

5

éléphants d'Afrique

Du moins si sa charge utile théorique (37 T.) est atteinte, mais même dans ce cas, on peut douter que la surface de la soute (17 x 4 m.) permette d'en faire entrer autant sans parler de sa hauteur (4 m.).

A noter aussi : la portée de l'avion diminue lorsque la charge augmente, si notre cargaison est à destination de Kinshasa sans possibilité de ravitaillement, on ne pourra plus emporter que 3 éléphants...

gagner cent fois en cent batailles n'est pas le comble du génie, vaincre l'ennemi sans combat voilà le sommet de l'excellence ». Et l'on sait que les Chinois pratiquaient déjà la guerre économique pendant que les Grecs jetaient les bases d'une autre conception qui s'est imposée depuis : un affrontement violent, frontal et décisif. Le désir d'échapper à ce carcan pour revenir à une « guerre hors limites », c'est-à-dire essentiellement sans règles, se justifie donc autant par la tradition chinoise que par l'écrasante supériorité militaire américaine.

Cependant, cet ouvrage pêche par l'absence de rigueur sémantique. La guerre, écrivait Clausewitz, est caractérisée à la fois par le moyen, la violence physique extrême, et la fin, imposer sa volonté à un adversaire. Il semble que pour MM. Qiao et Wang, les moyens n'importent plus ; mais dans ce cas, la différence entre guerre et concurrence est-elle seulement subjective ?

Si on veut appeler « guerre » indifféremment une opération militaire conventionnelle, la spéculation sur une devise ou une sanction de l'OMC, on en arrive nécessairement à considérer comme des actes de guerre l'essentiel des actions qui font les relations quotidiennes entre États. Or, il existe bien une graduation objective, ne serait-ce qu'entre actions violentes et non-violentes. Le fait que ces limites soient parfois mouvantes et difficiles à définir (limites entre actions légitimes et illégitimes, légales et illégales, etc.) ne prouve pas qu'elles n'existent pas.

Cette conception est par ailleurs inopérante à cause des risques d'escalade qu'elle comporte. C'est ici que la thèse des auteurs touche le plus clairement ses limites : comment penser une guerre sans limite de degré dans un monde nucléarisé ? La question est évacuée dans les toutes dernières pages du livre.

En ne levant pas ce point, les auteurs se cantonnent à présenter une conception datée, et par ailleurs immature, des relations internationales, témoignant surtout de leur sentiment de se trouver dans une citadelle assiégée.

Thibault Laconde

Agenda

4 février 2010 : « **le paradigme stratégique pakistanais au piège des paramètres religieux : islam, islamismes, ethnicité** », avec Jean-Luc Racine, directeur de recherche au CNRS. Ecole militaire, amphithéâtre Lacoste, 18h15-19h45. Inscription : inscription-irsem.ems@defense.gouv.fr

9 février 2010 : « **l'avenir de la présence française en Afrique** », Ecole militaire, amphithéâtre Lacoste, 12h30-14h. Inscription : inscription-irsem.ems@defense.gouv.fr

16 février 2010 : « **Vers une armée européenne ?** », avec Delphine-Deschaux-Beaume, enseignante à l'IEP Grenoble, et Yves Boyer, directeur-adjoint de la FRS. EHES, 105 bd Raspail, salle 4, 19h-21h. Entrée libre.

9 mars 2010 : « **l'enjeu stratégique**

méditerranéen », Ecole militaire, amphithéâtre Lacoste, 12h30-14h. Inscription : inscription-irsem.ems@defense.gouv.fr

16 mars 2010 : « **le terrorisme, forme contemporaine de la guerre ?** », avec Hélène L'Heuillet et le Colonel Michel Goya. EHES, 105 bd Raspail, salle 4, 19h-21h. Entrée libre.

La Chouette

Revue de l'ANAJ-IHEDN

Directeur de publication

Antoine Escoda

Rédatrice en chef

Sophie Lefeez

Comité de lecture

Alexia Goloubtsoff, Thibault Laconde

La Chouette n°1 – janvier 2010

Prochain numéro : mars 2010

Ecole militaire, 1 place Joffre, 75007 Paris
www.anaj-inedn.fr



L'ANAJ-IHEDN invite les lecteurs de la Chouette à lui faire parvenir les commentaires suscités par la lecture de ces articles ou leurs opinions sur une question de défense à l'adresse suivante :

sophie.lefeez@anaj-ihedn.org.

Une section "courrier des lecteurs" sera dédiée dans les prochains numéros aux points de vue de nos lecteurs.